

ISIDRE MOLAS

*Sur les attitudes politiques
dans l'après-franquisme**

Le changement politique a opéré aux niveaux juridico-constitutionnels et aux niveaux de culture politique. Mais il s'est particulièrement manifesté dans la création d'une pratique politique de sens (*iter*) démocratique, avec une dose considérable de pragmatisme. Les lois fondamentales du franquisme ont été en vigueur jusqu'à l'approbation de la Constitution de 1978, mais leur logique, leur effectivité ont été « anéanties » par la loi pour la réforme politique et la pratique politique dessinée jusqu'aux élections législatives de 1977 et aux nouvelles Cortès. La culture politique a subi des variations et une ligne de type participatif s'est laborieusement amorcée, en même temps que l'on cherchait une coïncidence plus ou moins étroite entre action politique et opinion publique. Ce processus, cependant, n'a pas été linéaire, ni cumulatif, ni uniforme. Le changement s'est produit d'une façon particulière, sans désintégration subite, sans polarisation critique et d'affrontement. Il n'y a pas eu de crise politique de fond. La « rupture démocratique » n'a pas eu lieu.

Les deux expressions extérieures de l'opinion publique (référendum du 15-12-1976 et élections législatives du 15-6-1977) ont tendu à mettre en relief l'existence de certaines caractéristiques qui sont le reflet et la confirmation du procès politique de transformation suivi, bien que chaque modification ait entraîné à sa suite des transformations dans l'opinion et, partant, dans son expression.

La volonté d'instaurer sans traumatisme un régime démocratique

* Traduction de Guy CARCASSONNE.

stable basé sur les libertés publiques et avec l'assurance d'une acceptation par le pouvoir de fait est une constatation que pourrait suggérer une vision réaliste de l'opinion quant au chemin à suivre et à l'équipe qui doit l'emprunter : large accord des secteurs issus du franquisme et de l'opposition sur quelques problèmes clés (spécialement le maintien de la monarchie), renouvellement des dirigeants politiques et direction du processus, sur ces bases, par Suarez comme chef du gouvernement (tableau 2). Les résultats du référendum ont exprimé la confirmation majoritaire de l'option gouvernementale (face aux nostalgiques du franquisme qui préconisaient le « non » et à la vieille classe politique de la « réforme franquiste ») et une présence relativement consolidée, ponctuellement, de l'opposition démocratique, qui se distingue des positions gouvernementales (en préconisant l'abstention) sans s'opposer au processus, recherchant seulement une force suffisante pour faire pression afin d'assurer la transformation démocratique (1).

La modération impérative

Cette option va être confirmée, sur des bases nouvelles, issues de la légalisation des principaux partis et la consolidation des libertés publiques, par les élections du 15 juin 1977 qui expriment la *modération* et l'étendue de la croyance des Espagnols en un régime démocratique. Il ne s'agit plus maintenant de savoir comment mener le processus jusqu'à la démocratie, mais de savoir qui doit le conduire et sur quelles positions alternatives. Les nostalgiques et les partisans de la rupture entendue comme une révolution démocratique se trouvent réduits à des franges étroites de l'électorat, qui conquièrent seulement quelques sièges marginaux. Et les formations considérées comme extrêmes (Alliance populaire et Parti communiste), malgré leur volonté expresse d'agir dans le cadre de la Constitution future, sont très minoritaires dans l'opinion, bien qu'elles soient largement représentées dans la « classe politique ». Ni le franquisme présenté comme mouvement conservateur, ni le communisme démocratique n'atteignent une légitimation électorale suffisante d'artisans de la démocratie (tableau 1, v. p. 12).

(1) Le référendum du 15 décembre 1976 a connu un taux de participation de 77,3 % (dont 94,2 % de « oui » et 2,5 % de « non »). Sur les 22,6 % d'abstentions, cf. Manuel ARAGÓN REYES et Luis AGUIAR DE LUQUE, Conclusiones sobre los resultados en Madrid del 15-12-1976, in *Revista española de investigaciones sociológicas*, Madrid, 1978, n° 2, pp. 53-68, où les auteurs tentent de faire la distinction entre un abstentionnisme passif et un abstentionnisme de refus. Ils situent ce dernier au Pays Basque (y compris la Navarre), à Barcelone et Madrid (dans ce cas sous une forme très atténuée).

TABLEAU 2

QUESTION : *Qui, selon vous, représente la politique la plus apte à résoudre le problème de l'instauration de la démocratie ?*

(En %)

Institut de sondages	Personnalités						Indécis, ne répondent pas
	Adolfo Suárez	Felipe Gonzalez	José María de Areilza	Joaquín Ruiz Gimenez	Santiago Carrillo	Manuel Fraga Iribarne	
Metra 6							
26-28 févr. 1977	45	6	4	2	1	3	38
Inventica 70							
20-28 févr. 1977	46	10	6	3	3	2	21

Les options politiques perçues par l'électorat comme constituant l'alternative majeure sont d'un côté la gouvernementale (transformée électoralement en parti sous le nom d'Union du centre démocratique), et de l'autre, la socialiste (dans laquelle le PSOE et les socialistes de Catalogne imposent clairement leur primauté sur le Parti socialiste populaire). Cette dichotomie, renforcée par le charisme de deux dirigeants nouveaux qui personnalisent cette alternative, canalise la majorité de l'opinion. Les sondages indiquaient une tendance favorable aux positions démocrates-chrétiennes, social-démocrates et socialistes, parmi ceux qui ont exprimé leurs préférences avant le scrutin. Le parti gouvernemental (UCD), non envisagé dans les sondages car il n'a que très tard décidé de concourir comme tel, a exprimé une opinion majoritaire autodéfinie comme démocrate-chrétienne et, en partie, social-démocrate, autour de laquelle gravitaient également dans une large mesure les options socialistes (2).

(2) Les intentions de vote reflétées par les sondages antérieurs aux élections ont mis en évidence une triple orientation prioritaire, mais n'ont pas prévu l'apparition d'une hypothèse électorale distincte (celle, gouvernementale, de l'UCD) ou l'agrégation de plusieurs attitudes en une même alternative électorale (cas des socialistes). Ces éléments, ajoutés à la faible tradition des sondages et au pourcentage élevé d'indécis, doivent nous garder d'une foi excessive dans leurs résultats (tableaux 3 et 3 bis).

Ce réalisme et cette modération se manifestent dans les comportements arrêtés, mais plus encore dans le secteur des « indécis » (et peut-être celui des « ne se prononcent pas ») qui, à travers les résultats effectifs, semble se répartir entre la non-participation et l'alternative gravitant autour du centre. Ce secteur, suffisamment large pour relativiser la valeur des sondages, est plausiblement produit par la *minceur de l'information préalable* de type politique, legs du franquisme, et c'est vers lui qu'est dirigée une part considérable de la campagne électorale intense des partis, qui fut reçue avec un intérêt notable. L'image nouvelle des deux *leaders* (jeune, décidée, non contaminée par le passé franquiste ou de la guerre civile) et des partis a contribué à marginaliser les extrêmes. Il y a eu refus des politiques du passé, condition pour entamer quelque chose de nouveau.

Cette attitude politique de modération, réalisme et désinformation, qui a pris des aspects et proportions variables dans le référendum et, surtout, la campagne et les résultats électoraux de 1977, et la polarisation des forces autour de l'image des quatre dirigeants les plus connus, sont venus corriger l'apparent délire multipartite, provoqué par la liberté d'association et la prolifération consécutive des sigles et *leaders*. Il s'opère alors un processus de concentration (initié par la formation du parti gouvernemental et l'unification socialiste autour du PSOE). Les résultats électoraux ont consacré des choix de base, qui ont été réaffirmés par les intégrations ou fusions ultérieures (par exemple l'entrée du PSP au PSOE ou la création du Parti des socialistes de Catalogne), par la crise profonde de la démocratie chrétienne non gouvernementale et de l'extrême-gauche. Ce schéma de *deux grands partis dans l'opinion, flanqués de petits partis aux extrémités de l'éventail parlementaire, va être complété par la présence de deux groupes parlementaires réduits, situés au centre, de ressort territorial non étatique*, résultant d'options nationales et organiques distinctes dans deux des nationalités d'Espagne : la Catalogne et le Pays Basque. Il s'agit du Parti nationaliste basque (unique parti démocrate-chrétien qui échappe à la déroute, par son particularisme) et de Convergence démocratique de Catalogne (qui, parallèlement à Equipe démocrate-chrétienne, se maintient pour la même raison).

En entrant au contact immédiat de l'opinion publique, les partis politiques ont marqué une modération de leurs positions et ont tenté d'acquérir une plus large audience. Il fallait relier cet élément, visible en période électorale mais aussi ensuite, à l'évolution des formulations traditionnelles. La coïncidence entre les atti-

TABLEAU 3
Intentions de vote avant le 15 juin 1977
 (En %)

	Inventica 70 20-28 févr. 1977	Metra 6 20-28 févr. 1977	Tecnia Mars 1977
Franquistes	3	2	2
Phalangistes	2	2	1
Conservateurs	6	4	4
Démocrates-chrétiens, libéraux	23	23	19
Sociaux-démocrates	18	16	14
Socialistes	19	15	16
Communistes	4	2	3
Indécis, ne répondent pas	25	36	41

TABLEAU 3 bis
Votes du 15 juin 1977 et intentions de vote postérieures
 (En %)

	Résultats 15 juin 1977	Consulta Déc. 1977	CIS 9 janv. 1977	SOFEMASA 9-11 juin 1978
Alliance populaire	6,3	3	3	4,6
UCD	26,3	18	19	13,4
PNV	1,5	2	1	1,6
Pacte dem. Catalunya	2,1	2	—	0,5
PSP	3,3	4	3	—
PSOE-PSC	22,1	18	20	22,3
PCE-PSUC	7	6	6	8,6
Abstentions	21,6	10	8	13,1
Indécis, ne répondent pas	—	37	36	26,8

Source : *Revista española de la opinión pública*, 1978, n° 49, p. 256.

tudes modérées du corps électoral et celles maintenues par les partis, d'opposition ou de gouvernement, tendait à renforcer les organisations très concentrées dans les décisions, et incitait de la même façon au dialogue et à la prudence. Ce phénomène est partout perceptible, mais surtout dans les formations structurées autour d'un grand nombre d'adhérents et, en outre, économiquement faibles. *Dans les partis peu organisés pour l'étape nouvelle a été ressentie une absence de relations stables et directes avec leur propre électorat*, qui, au surplus, a besoin de s'agrandir pour atteindre une majorité sans laquelle aucune force ne compte aujourd'hui. Le défaut de cadres suffisants (ou de leur qualité ou adaptabilité) pour la situation nouvelle et la nécessité de réponses rapides et ouvertes face à une opinion peu articulée et momentanément instable renforcent le caractère personnalisé de leur expression et amènent les *leaders* sur des positions situées en deçà de celles des adhérents et sympathisants. D'une certaine manière, s'instaure une relation directe *dirigeant* (personnifiant le parti) / *opinion publique*, qui facilite l'adaptation dans une étape de changement, dans l'attente d'une consolidation future de structures organiques plus ajustées aux formes nouvelles de l'action politique.

Cultures et sous-cultures politiques

Cet ensemble de circonstances a provoqué un certain désenchantement parmi les adhérents traditionnels et les sympathisants, qui ont vu s'estomper l'image antérieure qu'ils avaient reçue des partis, et qu'ont encore accentué l'orientation globale de l'opinion et la politique de consensus. De toute façon, la nouvelle situation touche une société pleine de demandes depuis longtemps comprimées et submergée par une conjoncture de crise économique. Les exigences sociales partielles sont amorties par le contrôle des partis sur les *inputs* qui les subordonnent à une double nécessité : compter avec des attitudes modérées de l'opinion à conquérir (clé d'une majorité future) et éviter le débordement d'un accord fondamental sur la nouvelle Constitution. Les demandes sont ainsi partiellement réduites par les forces politiques, régulatrices des exigences, et en tout cas contrôlées, en offrant malgré cela un soutien moins intense mais plus large. Et l'Etat ne se voit plus obligé d'adopter des solutions susceptibles de menacer le consensus nécessaire à la fondation des institutions démocratiques. La mise à jour de la résolution des demandes et de « l'inhérence » des problèmes donne à l'action politique une tournure distanciée des demandes sectorielles latentes. Tout cela comporte la reproduction pour des raisons différentes,

ou la confirmation de normes générales de comportement, peu participatives dans la vie quotidienne, réduites aux périodes électorales ou à des actions ponctuelles, des normes renforcées par l'absence de vie démocratique dans les municipalités. La situation est aggravée dans la mesure où syndicats et organisations patronales se sont construits sur ces bases et, de ce fait, là où la négociation est nécessaire l'accord est difficile. La discussion sur des aspects ponctuels ne permet pas de forger un cadre général d'action pour une politique économique en période de crise. Ainsi donc, les partis ont provisoirement rempli le rôle d'entremise des demandes de la société, sous la forme du consensus (pacte de la Moncloa) avec le danger de renforcer la passivité des citoyens et la non-canalisation des demandes dans le cadre des options constitutionnelles. L'espoir de changement exprimé globalement sous une forme modérée et « a-traumatique » demeure subordonné au choix même de la forme du changement et, de là, à une première phase de consensus constitutionnel et à la diminution des exigences économiques, sociales et culturelles, qui restent compressées et non projetées immédiatement en attitudes globales.

Ces éléments ont rendu notablement difficile la consolidation de sous-cultures par les organisations ouvrières de base : la désorganisation préalable, la captation de zones sociales et d'opinions intermédiaires et l'attraction de secteurs moins enclins à une organisation culturelle se sont superposées à la volonté de modération pour des raisons conjoncturelles et de connexion avec l'opinion. C'est au sein des extrêmes extra-parlementaires que se sont développés, dans une certaine mesure seulement, des germes de sous-cultures sociales basées sur des attitudes radicales. Pour la gauche, cela a signifié l'apparition de sous-cultures, avec des zones communes, fondées sur la marginalisation sociale des jeunes et la dynamique activisme/violence. De tous ces groupes, le plus classique et intéressant est le mouvement d'origine anarchiste, qui a perdu la force qui fut historiquement la sienne en Catalogne, Aragon, pays valencien et Andalousie, et qui, sans les fondre, mélange aujourd'hui à ces superpositions la sous-culture prolétarienne, l'activisme groupusculaire et la marginalisation. Autre chose sont les mouvements fondés sur la lutte armée et/ou le terrorisme. Parmi ceux-ci le plus important est celui enregistré par le nationalisme basque, dont nous reparlerons plus loin.

Aux confins des sous-cultures sociales marginalisées ou résistantes, il faut mentionner l'existence en Espagne de plusieurs nationalités, qui ont trouvé une institutionnalisation préalable généralisée

à dater de la création de régimes provisoires d'autonomie, et un règlement constitutionnel à partir de la création des communautés autonomes. Le mouvement revendicatif des zones spoliées et des nationalités traditionnelles opprimées a donné lieu à des positions et attitudes diverses selon les endroits. Mais ce sont en général la Catalogne et Euzkadi qui présentent les caractéristiques politiques et les attitudes les plus originales. Malgré l'effort d'homogénéisation des moyens de communication sociale (particulièrement la télévision), ce thème affecte la structure même de l'opinion et sa traduction politique. La situation actuelle n'est pas semblable à celle de 1931, lors de l'instauration de la II^e République. Des élections générales avaient alors atomisé l'opinion générique pro-république en une multiplicité de partis à vocation espagnole, mais de réalité locale ou régionale, à quoi s'est ajoutée l'existence volontaire de partis propres à la Catalogne et à Euzkadi. Ce n'est qu'en 1936 qu'a commencé à s'accélérer le processus de recomposition des forces politiques générales au niveau de l'Espagne (avec les îlots déjà évoqués des deux nationalités mentionnées). Aujourd'hui la situation a changé. S'agissant de la Catalogne, le poids de l'opinion démocratique et le renforcement de l'option socialiste, et, dans une moindre mesure, communiste, comme alternative de gauche ont conféré une physionomie particulière à la structure de l'expression politique des attitudes, avec des partis organiquement souverains mais articulés avec stabilité aux grands partis espagnols. L'accord générique de droite à gauche sur la volonté d'autogouvernement de la Catalogne et l'existence de larges secteurs d'opinion démocratique agissant conjointement ont favorisé la convergence sur des positions communes. En Euzkadi, à l'inverse, la situation a varié dans un sens opposé. La primauté relative du PNV est maintenue, flanqué à droite et à gauche par des organisations d'importance étatique. La nouveauté réside dans l'apparition d'une tendance plus radicalisée, quant à l'attitude nationale et sociale, exprimée par des comportements plus extrêmes et par la présence de secteurs activistes liés à la lutte armée et/ou au terrorisme (les divers groupes d'ETA) à la recherche d'une solution immédiate à l'autodétermination d'Euzkadi. Avec un poids électoral relatif, mais proportionnellement supérieur à d'autres régions d'Espagne, une mobilisation active de type nationaliste a été maintenue. Telle peut être l'épreuve du feu pour la nouvelle démocratie : la solution politique de l'instabilité provoquée par le conflit violent au Pays Basque.

Euzkadi (tripartisme fondé sur une division de type territorial, et une gauche radicale active), et la Catalogne (quadripartisme à

prédominance socialiste et base d'accord général sur la question de l'autonomie nationale) présentent ainsi une image et une évolution différentes du système général espagnol (bipartisme hégémonique gravitant autour du centre, avec deux ailes, et ayant une commune volonté et un centre constitué par deux formations particulières catalane et basque). Mais alors que l'échelle d'attitudes en Catalogne n'est pas très distincte de celle de la moyenne espagnole (modération, centrisme, opinion peu définie, autonomie globalement acceptée, etc.), celle du Pays Basque offre une orientation plus radicale, moins indéfinie, conséquence de la situation même qu'il traverse (3).

La transformation idéologique

Mais, comme nous l'avons signalé, les attitudes politiques des Espagnols se sont modifiées au fur et à mesure des transformations opérées. Chaque nouvelle avancée dans la construction de la démocratie a induit des altérations dans le comportement de l'opinion. En prenant globalement l'évolution de la distribution idéologico-politique des citoyens dans un éventail d'extrême-gauche à extrême-droite, on peut observer une variation progressive à mesure que l'on avance dans le temps (tableau 4). Aussi bien avant qu'immédiatement après le référendum de 1976, est confirmée la primauté des positions centristes, que doublent tant les attitudes de gauche que de droite, celles situées aux extrêmes étant peu significatives. Mais le début de la campagne (ou de la précampagne) électorale, qui d'ailleurs ne diminue pas le nombre des « indécis - sans réponse », marque un changement de sens. Au mois d'avril 1977 déjà on enregistre un progrès de la gauche et, moindre, de la droite, que les résultats électoraux confirmeront avec la consécration d'une option alternative de gauche pour le gouvernement. A compter des élections de 1977, la distribution idéologico-politique présente un renforcement de la

(3) Dans une enquête effectuée par SOFEMASA le 9-1-1978, on peut vérifier la variation d'opinion entre la moyenne espagnole et les données relatives à la Catalogne (plus les Baléares) et les trois provinces basques.

	Espagne	Catalogne	Pays Basque
Extrême-gauche	2	3	6
Gauche	31	33	40
Centre	29	27	24
Droite	10	6	10
Extrême-droite	1	0	1
Indécis	14	22	10
Sans réponse	11	8	8

Source : *Revista española de investigaciones sociológicas*, 1978, n° 2, pp. 406-407.

gauche sur le centre, qui, quant à lui, maintient une confortable avance sur la droite. Les positions extrêmes restent marginales tandis que la non-définition touche toujours un quart des personnes interrogées. On peut en tout cas penser que le processus du changement postfranquiste, au fur et à mesure de son déroulement, a transformé non seulement l'expression politique des citoyens, mais également leur idéologie politique, consécutivement aux transformations elles-mêmes, sans qu'il soit hasardeux de prétendre que l'évolution n'a pas culminé, dans la mesure où le processus de démocratisation n'a pas atteint tous ses objectifs. L'approbation de la Constitution, terme de la politique de consensus constitutionnel, le renouvellement démocratique des conseils municipaux et les premières élections législatives du nouveau régime structuré par la Constitution seront des cibles importantes pour la consolidation des options partisans, mais aussi pour le renforcement d'attitudes politiques stables et la détermination des niveaux et modalités de participation/passivité des citoyens, caractéristiques, à long terme, de la démocratie à construire en Espagne.

TABLEAU 4
*Evolution de la distribution idéologico-politique
de la population*

	11 déc. 1976	17 déc. 1976	9 janv. 1977	5 févr. 1977	Mars 1977	Avril 1977	Mai 1977	Juin 1977	Sept. 1977	SOFEMASA 9 janv. 1978
Extrême-gauche	1	1	1	1	1	1	2	2	3	2
Gauche	13	10	17	10	15	18	22	22	31	31
Centre	31	33	35	35	27	24	30	27	29	29
Droite	15	17	17	14	14	13	12	10	11	10
Extrême-droite	7	2	4	2	3	2	2	1	1	1
Indécis	17	22	17	26	34	32	34	29	17	14
Ne se prononcent pas	16	15	9	12	6	10	9	9	8	11

Sources : *Revista española de la opinión pública*, 1977, n° 50, p. 287, et pour SOFEMASA, cf. *Revista española de investigaciones sociológicas*, 1978, n° 2, pp. 406-407.